

une révolution des mentalités est indispensable



Éminisme Commu

incantatoires afin de donner sens à notre visée. Comment re-devenir une force attractive qui compte et rassemble toutes celles et tous ceux qui veulent écrire une nouvelle page d'un projet de transformation sociale, d'émancipation humaine ?

commission

Droits des femmes/féminisme

Une année riche en luttes, en réflexion avec des rendez-vous électoraux de première importance nous attend. D'autant que les mesures gouvernementales ne sont pas de nature à réduire les inégalités femme/homme, bien au contraire ! Et qu'il va falloir créer un rapport de force conséquent si nous voulons imposer la loi cadre contre les violences faites aux femmes.

Une année 2007 qui s'achève notamment par notre assemblée extraordinaire marquée par la volonté partagée de mettre à profit les 12 mois qui nous séparent du congrès 2008 pour travailler à un projet communiste et à la force politique pour le porter. Les termes du débat ont été clairement posés : ni dissolution ni statu quo, avec un mandat voté à 72 %.

Notre responsabilité individuelle et collective doit être de pousser le débat pour dépasser les affirmations, les formules

Nous qui sommes communistes **ET** féministes, quel doit être le sens de notre combat ?

Nous ne pouvons y répondre sans réfléchir au déroulement de cette assemblée, à la place que les femmes y ont prise. Parmi les intervenants, peu de femmes, phénomène renforcé si on regarde les inscrits. Rapporteuses de ruches : une femme sur 7 ! Dans les comptes rendus, aucune référence au patriarcat, au féminisme, à la nécessité de combattre dans le même mouvement le poids des aliénations et des dominations. Pourtant, dans au moins une des ruches consacrée au projet, cette analyse politique avait rencontré l'assentiment des délégués !

Comment modifier cet état de fait ? La commission ne peut seule en venir à bout, c'est une révolution des mentalités qu'il faut opérer dans le Parti !

Quand les assemblées sont le théâtre d'enjeux de pouvoirs, rares sont les femmes qui interviennent, surtout quand prendre la parole relève le plus souvent d'un véritable coup de force !

Il nous faut nous-mêmes modifier nos pratiques pour franchir un bond qualitatif dans l'apport théorique de ce qui fonde notre engagement de communistes/féministes, mais aussi dans notre volonté de faire de la politique autrement.

Nous avons un an pour faire partager cette conviction, c'est peu, mais l'énergie que nous y mettons peut être communicative !

En attendant, bonnes fêtes de fin d'année.

Laurence Cohen

DÉCEMBRE 2007

Activité de la commission nationale

Compte-rendu du débat : Le féminisme est-il consensuel ou un combat subversif ?
Pages 2-5

Solidarité avec les femmes immigrées

Soutien aux Espagnoles pour le droit à l'IVG
Non à la dictature à l'égard des Iraniennes
Page 6

Europe

Assemblée des femmes du PGE
Groupe de travail sur les violences
Pages 7-8

Activité unitaire

Pétition pour une loi-cadre contre les violences
Page 9

Échéances électorales

Municipales et cantonales
Page 10

Agenda

Page 11

COMPTE RENDU DU DÉBAT DU 26 NOVEMBRE 2007

le féminisme est-il un sujet consensuel ou un combat subversif ?

En première partie, les cinq intervenant-e-s ont donné leur point de vue à cette question. Ensuite le débat s'est engagé entre eux et entre la salle.

Patrice Bessac

Consensus ou subversion ? Où est la subversion, où est le désir de liberté dans cette société ? Mouvement communiste, mouvement révolutionnaire ont été identifiés comme des aspirations profondes à la libération humaine. Nous avons oublié combien la révolution, c'est la libération. Le capitalisme serait indépassable ? Nos consciences, nos mots, nos corps ont oublié les libertés ! Affirmons notre communisme comme un choix de liberté.

Retour aux erreurs du Parti communiste, aux grandes évolutions, notamment mai 68, dans l'expression de femmes et d'hommes à regarder le communisme comme vieillissant, je plaide pour le communisme comme un choix de société, comme un choix de libération totale.

Un des problèmes de notre féminisme, c'est valable sur d'autres sujets, c'est qu'on n'est peut-être plus assez subversif. Il y a de grandes questions à traiter.

Mario Pain

Je refuse cette alternative consensus ou subversif car il y a un supposé : le féminisme.

Il y a plusieurs féminismes. Ce sont des courants de pensée différents. Suis-je pour ou contre le féminisme consensuel/subversif ? Il y a deux grands courants.

D'un côté, une vision universaliste du féminisme, une vision qui consiste à faire abstraction du fait que nous sommes hommes ou femmes, c'est-à-dire tous des êtres humains (la femme est un homme comme les autres).

De l'autre côté, c'est la vision différentialiste : il faut l'égalité mais nous sommes différents. Exemple, les femmes feraient de la politique autrement parce qu'elles sont différentes, plus pacifistes, moins ambitieuses, c'est ce qu'on entend.

Le PCF a été sur une vision universaliste et certains disent qu'on n'a pas pris la mesure du féminisme avant 1968. Mais on l'a prise, en menant le combat pour tous les hommes, pour toutes femmes, pour tous les droits.

À partir de 68 et surtout à partir de 94, on est parti sur une vision différentialiste. On ne l'a pas fait par perversité, complot, mais parce qu'il y avait une pression sociale, de projet de société, en constituant des petits groupes pour qui chacun

défend ses droits et c'est là qu'on a fait une grosse erreur.

Quand on parle des violences faites aux femmes, cette formule évoque quelque chose : quand un homme tape sa femme, il commet des violences envers sa femme, pas à toutes les femmes.

L'idée qu'une violence faite à un membre du groupe c'est une violence faite à tous les membres du groupe, est une idée à manier avec une grande précaution.

Sur la lutte des genres, la lutte des classes, un parti peut-il être en même temps le parti des hommes et des femmes ? N'est-ce pas s'écarter de la vision différentialiste (il n'y a pas de lutte des genres).

Il faut être, pour le Parti communiste, très profondément féministe, c'est-à-dire dans le sens d'un féminisme universel, de la même façon d'un anti-racisme universaliste.

Il faut arrêter cette dérive qui nous amène à considérer les groupes au-delà des individus.

Camille Barre

Je reprends l'intitulé du débat (consensuel/subversif). S'il ne l'est pas, subversif, il doit l'être.

Il ne peut que l'être au regard d'une société de plus en plus violente, dans son organisation politique et sociale. Être féministe, c'est ne pas accepter la domination, l'infériorisation des groupes sociaux sexuels, ethniques ou genrés et qui dépassent de loin nos revendications.

Même s'il y a des spécificités liées à la condition même de la femme, les mécanismes restent les mêmes, c'est cela qu'il faut dénoncer et combattre.

Il y a urgence à mobiliser, il faut porter l'espoir d'un combat féministe dans toutes les têtes disposées à nous entendre, femmes, hommes et, bien sûr, nous donner les moyens (des exemples : on a des problèmes pour toucher les gens, manif pour dénoncer les violences avec peu de monde, même si c'est activiste, comment faire face à un rouleau compresseur qui est contre nous ?)

Nous devons nous mobiliser. Ce combat est un vrai projet de société comme le communisme, mais le féminisme porte en lui les germes d'espoir pour tous. On parle d'émancipation, de projet féministe ; il y a des féminismes pluriels, on n'a jamais dit le contraire, il y a des femmes, comme il y a des féminismes. Ce féminisme que je souhaite porter est radical, le partage du bonheur, avec des émotions fortes, dans un monde de soumission et de peur. ➤

COMPTE RENDU DU DÉBAT...

La mort de cette jeune femme sauvagement assassinée dans le train hier, cela exprime bien dans l'acte, la barbarie, cette envie de déshumaniser ce corps...

Josette Trat

Je suis sociologue, avec une dimension féministe importante et militante de la LCR. Il y a plusieurs féminismes, c'est indéniable. Le féminisme qui a émergé de 68, malgré quelques divisions, avait une caractéristique, "obtenir la libération des femmes, il fallait changer toute la société".

Aujourd'hui, cette idée a été largement passée sous la table, car le paysage que vous donnez (en s'adressant à Mario), c'est un peu archaïque. Les grands courants, différentialiste/universaliste constituent un clivage historique. C'est un débat de fond.

Aujourd'hui, un autre clivage apparaît, c'est qu'au nom du féminisme certains-e-s considèrent qu'il faut parler moderne, que le féminisme a fait son temps. Il ne concernerait que les banlieues ou les pays du tiers monde, pas les pays occidentaux où les femmes auraient gagné tous leurs droits, etc.

Les femmes qui s'en revendiquent sont aussi des personnes qui ont complètement intégré la logique capitaliste aujourd'hui. Un des effets en positif du féminisme, c'est que des membres de la classe dirigeante s'en réclament, mais ils le récupèrent. Certes, une partie a bénéficié ces dernières années de bouleversement de la société, mais pour la grande masse de la population féministe, la situation s'est dégradée, sur le plan du travail, de la vie quotidienne.

Il faut prendre tous ces éléments en compte. On peut avoir des origines différentes, des identités multiples, mais ce qui va caractériser son appartenance à une organisation communiste ou révolutionnaire, c'est un projet de société, et c'est la reconnaissance que c'est une société qui est structurée par des rapports sociaux de domination.

Dans les rapports sociaux de domination, il y a des rapports sociaux de classe, mais il y les autres, c'est cette multiplicité de rapports sociaux de domination qui fait la réalité de la société que l'on combat.

La force du féminisme, c'est d'avoir rompu avec cette vision : soit on lutte pour la lutte des classes, soit on lutte pour le féminisme, soit on lutte contre le racisme. Il faut mener de front ces différents combats.

Je veux insister sur un point, pourquoi le féminisme est subversif : fondamentalement, toute la société est organisée dans la vision sexuelle et sociale des tâches. Les hommes sont assignés à

certaines tâches, même si la réalité a évolué et cela a évidemment des effets économiques et politiques fondamentaux.

C'est là que vous faites une confusion, Monsieur Pain, la domination capitaliste s'exerce sur les hommes comme sur les femmes, mais, par contre, dire qu'il n'y a pas de rapport de domination des hommes sur les femmes, c'est se tromper.

Marie-George Buffet

Si on se bat pour l'émancipation humaine, pour la libération pleine de chaque individu, le féminisme est subversif, il est un des éléments clés du combat révolutionnaire.

Se battre pour l'émancipation humaine, c'est se battre contre les formes d'exploitation, de domination, d'aliénation des individus. C'est bien sûr la lutte contre le système capitaliste et c'est aussi le combat contre toutes les formes de domination, d'aliénation, du patriarcat.

La violence à l'égard des femmes, c'est l'histoire des sociétés qui, massivement, se sont construites sur cette aliénation de la femme par l'homme.

Mener un combat libérateur, c'est mener un combat libérateur contre cette forme de domination-là. Ce n'est pas quelque chose de marginal et je ne veux pas entendre parler de groupes, d'ethnies, etc. Il est question de la moitié de l'humanité, de cette moitié de l'humanité qui est dominée.

Oui, le combat féministe est un combat libérateur. On ne peut penser au communisme sans penser aux luttes émancipatrices et au féminisme. On a pensé qu'il suffisait de changer la société, d'installer le socialisme, à la française ou pas, pour que les questions de dominations patriarcales se résolvent. Il suffisait de prendre le pouvoir, de faire en sorte que la classe dominée devienne la classe au pouvoir.

Les sociétés socialistes l'ont montré, c'est bien par le combat des individus eux-mêmes pour se libérer de toutes les dominations qu'on pourra libérer les femmes de la domination patriarcale. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir pour libérer, il s'agit que les luttes de chaque individu, collectives, féministes, ou autres, dépassent les formes d'exploitation de domination de cette société et qu'on installe une société basée sur d'autres rapports sociaux, sur d'autres rapports humains.

On peut prendre la question des discriminations professionnelles : tous les journaux font état des écarts de salaires, de retraite ; on nous a refait un colloque pour nous dire qu'on allait obliger des patrons, mais rien n'en ressort de concret. Au cœur des salaires, il y a la discrimination professionnelle.



COMPTE RENDU DU DÉBAT...

De même, concernant la parité, pour qu'il y ait pleine démocratie, il faut que cette moitié de l'humanité soit non seulement représentée, mais qu'elle ait sa part justement du pouvoir.

Je revendique que les femmes aient le droit d'exiger d'avoir la part du pouvoir, mais d'un pouvoir à transformer, à rénover. Est-ce que, lorsqu'on parle démocratie, institutions, VIème république, on met au centre la question de cette moitié de l'humanité pour qu'elle soit partie prenante dans les responsabilités ?

Si aujourd'hui, nous, les communistes, devons profondément refonder notre projet, la question du féminisme, doit imprégner tous nos gestes, tous nos actes, tous nos discours justement du fait que le dépassement du capitalisme, la révolution, le changement passera par des luttes émancipatrices.

À ce moment du débat, plusieurs intervenants, notamment des hommes, reprendront des exemples pour confirmer que l'égalité femme/homme se gagne au quotidien, dans les actes de tous les jours.

Mario Pain, de nouveau, reviendra sur : il faut aller dans l'histoire, la regarder. Pour moi, toutes ces discriminations, ce n'est pas un groupe d'hommes qui a mené un complot et qui a discriminé les femmes, mais c'est que cette discrimination s'est construite historiquement et pour des raisons, et parce qu'il y a des mécanismes.

Le droit de vote, la gauche s'y est opposée un moment, pourquoi ? Parce que donner le droit aux femmes, c'était donner le droit de vote aux curés. Et si la gauche n'avait pas pris cette décision, on n'aurait pas la laïcité aujourd'hui. Pour avoir des lois anti cléricales, il a fallu cela

Josette Trat, à son tour réagit : la même chose était pour interdire aux prosos de voter parce qu'ils n'étaient pas assez éduqués, c'étaient des sauvages. Il y a toujours une bonne raison pour interdire à une partie de la population, celle qui est la plus opprimée. C'est l'inverse : l'éducation passe par l'exercice des droits et on ne peut pas positionner un droit par rapport à l'éducation. La preuve est que c'est comme cela que ça avance et pas l'inverse.

Marie-George insistera sur la nécessité du combat féminisme : il faut parler de l'histoire, des arguments utilisés pour interdire aux femmes le droit de vote. Dire qu'il faut libérer les individus, qu'il faut donner des droits, cela ne suffit pas, il faut agir et agir encore pour construire une société de pleine égalité.

Est-ce qu'aujourd'hui la démarche ne doit pas être différente ? Ce qu'il faut, c'est que les femmes et les hommes se libèrent et construisent leurs droits.

Michèle Guzman, intervenant de la salle, ira dans le même sens que Marie-George et Josette Trat : ne pas confondre l'intime et l'opprimé. Les mots ont du sens. Le féminisme, c'est d'abord un mouvement social, pas seulement des droits inscrits dans les lois. Le féminisme est un fait politique concret.

Le féminisme est une notion émancipatrice. Peut-on penser que tout est gagné, que cette lutte serait ringarde aujourd'hui, je ne crois pas !

Laurence Cohen insistera, elle aussi, sur le besoin d'associer le combat féministe au combat révolutionnaire : être révolutionnaire pour changer la vie. Ne pas nier les inégalités qui opposent les femmes aux hommes. Les femmes ne sont pas une catégorie, au plan économique, ce sont elles qui souffrent de plus d'inégalités.

Elles n'ont pas accès au pouvoir. Il y a besoin de mobilisation constante. Les lois sont des points d'appui pour aller au bout, transformer les réalités, mais elles sont détournées (exemple sur la parité, avec les cantonales, un titulaire, un suppléant).

Le capitalisme se nourrit des deux systèmes d'oppression.

Les violences faites aux femmes sont encore trop banalisées dans la société, car les femmes sont encore considérées comme inférieures.

Droits des femmes/féminisme, nom de la commission nationale qui associe ces deux concepts, et j'y tiens. Car il y a nécessité de mener de front ces deux combats pour faire progresser toute la société.

Patrice Bessac reviendra sur la nécessité d'un féminisme qui parle aux jeunes générations : réfléchir au féminisme radical.

Comment le système capitaliste et l'oppression s'organisent ? De même, nous avons un problème avec la jeunesse et la mixité de la société.

Notre féminisme révolutionnaire doit parler à la jeunesse !

Mario Pain dira que le débat de la soirée est un refus de regarder les réalités en face. Il faut revenir au rôle procréateur et éducateur des femmes. Il y a besoin d'une vision matérielle. Pour lui, la division du travail homme/femme existera toujours.

Notre langage n'est pas entendu ? Ce qu'on propose doit être faisable. Regarder l'histoire, les choses sont-elles possibles ? D'où vient l'ordre actuel ? Où on veut aller ? ➤

COMPTE RENDU DU DÉBAT...

Camille Barré exprimera son désaccord avec le précédent intervenant, sur cette volonté de maintenir les dominations. Ce n'est plus possible d'entendre cela dans la société d'aujourd'hui.

Josette Trat, à l'attention de Mario, s'insurge contre des discours réactionnaires. Ne pas banaliser les changements : il y a 30 ans, on n'aurait pas vu d'enfants dans les bras de leurs pères. Oui, il y a des changements sociaux liés aux luttes des femmes. Le capitalisme continue d'exister, est-ce indépassable ?

Il faut s'attaquer à la racine fondée sur la division du travail.

Sur la formation, on doit travailler pour l'avenir, pour les générations futures, car le mouvement féministe va devoir réfléchir pour ouvrir les portes, se renouveler...

Marie-George, pour conclure reviendra sur le souhaitable et le possible. Est-ce possible de tolérer que les femmes, en Arabie Saoudite, encaissent 200 coups de fouet pour avoir dévoilé leur viol ? Est-ce normal ?

Peut-on changer ? On nous a rentré dans les têtes que tout n'était pas possible.

Ouvrir le chantier progressiste : dire d'abord que c'est normal que les femmes aient les mêmes droits que les hommes. Il nous faut garder l'ambition du combat féministe comme vecteur du communisme et trouver des chemins plus opérants.

Élisabeth Maugard
Élisabeth Ackermann

Point de vue

Ce débat, comme la plupart des débats nationaux, étaient trop autocentrés, avec une participation équivalente aux autres et donc fortement insuffisante. Plus départemental que national, il mérite qu'on s'y attarde.

Peut-être trop d'invités autour de Marie-George qui a très bien explicité notre combat, ses limites, ses défaillances, mais aussi ses forces et ses victoires.

Le seul contradicteur se servait d'arguments éculés basés sur un pseudo bon sens populaire, il revisitait l'histoire pour asseoir sa théorie.

Impression de régressions, de reculs importants en offrant une tribune à une personnalité inconnue dans les combats progressistes, qu'ils soient menés dans ou hors du Parti.

Malheureusement, il a pu apparaître aux yeux de certains et de certaines, qui sont venus me le dire, comme "injustement" pris à partie.

Du coup, les arguments échangés ne nous ont pas permis de nourrir notre visée communiste, de montrer l'importance du combat féministe, malgré les interventions pertinentes des différents invités, que je tiens à saluer.

Il me semble qu'il faut davantage réfléchir à ce que nous souhaitons voir avancer dans des débats contradictoires. Quelle doit être notre intervention si nous avons l'ambition de renouveler le féminisme ? Comment pousser les contradictions et progresser dans la dénonciation du patriarcat pour en débarrasser la société tout entière ? Quelles personnalités non communistes peuvent permettre de nourrir notre travail ?

Cette réflexion doit être collective pour avoir des chances d'aboutir et prendre appui sur le travail effectué depuis sa création par la commission *Droits des femmes/féminisme*.

Exercer un sens critique pour analyser ce débat doit nous permettre de faire mieux la prochaine fois.

D'autant que les soutiens ne manquent pas, à commencer par ceux de la fédération de Seine et Marne et de Michèle, sa première responsable, qui a eu le courage et la ténacité de créer les conditions pour qu'un tel débat ait lieu, conformément aux décisions de la commission nationale d'animation des débats.

Laurence Cohen

respect de la dignité à l'égard des femmes migrantes en exil et sans-papiers

Il y a quelques jours, à Bruxelles, s'est tenu un colloque pour dénoncer les pratiques de détention dans de nombreux pays d'Europe. À cette occasion, la commission a écrit aux organisatrices un message pour nous associer au combat que mène cette association pour le respect de la dignité de ces femmes.

Solidarité-Femmes dans les centres fermés

"Chère-s ami-e-s

Nous avons pris connaissance de la tenue de votre journée d'échanges à propos des femmes migrantes en exil et sans-papiers.

Malheureusement, notre emploi du temps ne nous permet pas d'être parmi vous à l'occasion de cette journée. Cependant nous nous permettons de vous transmettre nos encouragements et vous signaler que nous sommes de tout cœur avec vous et que nous soutenons votre démarche.

En effet, trop de femmes candidates à l'exil sont aujourd'hui maltraitées, humiliées dans leur propre pays et sont souvent victimes de violences indescriptibles. Lorsqu'elles parviennent à franchir tous les obstacles et à se rendre sur le territoire européen, c'est une autre violence qui leur est faite, leurs droits humains sont bafoués et elles sont pour la plupart mises en centres de rétention fermés.

aux côtés des Espagnoles pour le droit à l'IVG

En Espagne, les femmes ne peuvent avoir recours à l'IVG qu'en cas de mise en danger de la mère ou pour des raisons thérapeutiques. Elles agissent pour obtenir ce droit sans restriction. Cette interdiction permet qu'aujourd'hui les forces de police investissent les cliniques soupçonnées de pratiquer l'IVG dite hors la loi. Cette situation est intolérable, ce nous avons signalé par un communiqué à l'Ambassade d'Espagne. N'hésitez pas à le faire à votre tour.

"Nous tenons à marquer notre indignation face à l'attitude de la garde mobile espagnole qui vient d'effectuer un raid simultané dans quatre cliniques de Barcelone soupçonnées d'effectuer des avortements soi-disant illégaux.

Nous nous insurgons contre de telles méthodes qui consistent à débarquer manu militari dans les cliniques. Nous dénonçons l'ampleur de la régression des droits sexuels et reproductifs des femmes dans toute l'Europe. Nous ressentons un

C'est pourquoi nous tenons à vous informer du combat que nous menons en France et à l'échelle de l'Europe pour que le droit d'asile soit octroyé à toutes les femmes qui fuient leur pays pour fuir toutes sortes de violences. Mais aussi le droit de vivre en famille lorsqu'il s'agit du regroupement familial. Ensuite, nous insistons pour que les femmes migrantes aient leurs propres papiers et qu'elles ne dépendent plus du conjoint, comme c'est le cas actuellement."

COMMUNIQUÉ

Non à la dictature à l'égard des Iraniennes. Refus d'emprisonnement pour Ali Delaram

Attachés au respect des droits des femmes et des valeurs humaines et alors que des milliers de femmes dans le monde ont manifesté leur opposition à une telle condamnation, nous tenons, une fois de plus, à réaffirmer notre plus vive protestation contre la confirmation du verdict de la Cour révolutionnaire de Téhéran qui condamne Melle Ali Delaram à deux ans et dix mois de prison ainsi que dix coups de fouet. Elle n'a fait que manifester pacifiquement pour la reconnaissance des droits des femmes iraniennes.

Nous nous opposons à ce jugement injuste qui la qualifie de criminelle et qui va à l'encontre des droits internationaux ratifiés par l'Iran. Au nom du droit international, nous exigeons qu'un nouveau procès statue sur son acquittement.

Laurence Cohen

fort recul des droits des femmes avec l'influence croissante que les États accordent aux Églises. Hélas, le projet de traité constitutionnel européen ne fait que conforter cette dérive. L'UE doit mener une politique qui affirme le droit des femmes à disposer de leur propre corps, à bénéficier du droit à l'avortement qui est non seulement un droit humain, mais est partie intégrante de la sécurité des femmes.

Nous réaffirmons notre solidarité envers les femmes espagnoles et les praticiens qui agissent contre une loi restrictive et pour l'exercice de ce droit plein et entier."

PRAGUE : ASSEMBLÉE DES FEMMES DU PGE groupe de travail : violences envers les femmes

Depuis les années soixante-dix, les féministes de toutes tendances s'élèvent contre les violences faites aux femmes, manifestent, organisent la solidarité et l'aide aux victimes proposent et font voter (en Espagne notamment). En France, le collectif national pour les droits des femmes, dont le PCF est partie prenante, a élaboré un projet de loi-cadre contre l'ensemble des violences faites aux femmes. Marie-George Buffet déposera ce projet à l'Assemblée nationale le 27 novembre, d'autres actions sont prévues pour que soient prises en compte les violences sexistes, de la prévention jusqu'aux sanctions, dans un esprit de cohérence qui a pour but d'éradiquer les violences et de renforcer l'égalité hommes/femmes. Pourtant, nous faisons toujours le même constat, les violences ne régressent pas, elles touchent les femmes de tous milieux, de tous âges et de toutes origines, et ces violences ont le plus souvent comme cadre la famille et le couple.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : une femme sur dix a subi ou subira des violences dans le couple. Une femme meurt tous les trois jours suite aux violences de son compagnon, père ou frère, 50 000 femmes par an sont violées.

Les violences conjugales sont les plus connues, mais les femmes sont aussi violées, vendues, forcées de se marier (augmentation des mariages forcés en France), de se prostituer.

La misère qui touche les ex pays de l'Est profite aux proxénètes, les rues de la Côte d'Azur sont de plus en plus arpentées par des jeunes femmes de Roumanie, de Russie, etc.

Les femmes sont aussi insultées, harcelées au travail (d'autant plus que les femmes sont souvent précaires), à l'université où des cas de violence et de prostitution sont de plus en plus fréquents.

Elles sont torturées et violées par les militaires durant toutes les guerres, et ce dans le silence le plus absolu. Les livres d'histoire sont pleins de récits de bataille, mais pas la moindre trace de l'enfer que vivent les femmes, pas la moindre analyse des raisons de cet acharnement toléré par les hommes.

Le corps des femmes demeurent en 2007 le lieu de toutes les haines et de toutes les frustrations.

Depuis les années quatre-vingt, les femmes affirment de plus en plus leur volonté de faire des liens entre l'ensemble des violations que vivent les femmes de tous les continents, les atteintes aux droits des femmes sont universelles et elles interpellent toutes celles et ceux qui veulent agir pour l'égalité.

Aujourd'hui, à Prague, pour cette assemblée des femmes du PGE, dénoncer les discriminations sexistes qui, partout dans le monde, y compris en Europe, rendent la vie des femmes insupportable, exclusion sociale, violence, pauvreté, isolement, prostitution, est indispensable. Pourtant, nous savons depuis les années soixante-dix que le privé est politique et cela nous conduit à dénoncer les liens étroits qui existent entre le système capitaliste et/ou libéral et le système patriarcal.

Le premier se nourrit et prospère en se servant, entre autres, du système patriarcal pour justifier des conditions de travail précaires et des rémunérations de survie, ainsi que le retour des femmes au foyer où elles sont assignées aux rôles de mères, filles, épouses.

Les violences sexistes, dans ce contexte, sont des armes de domination des hommes sur les femmes, et nous savons qu'elles n'ont rien de naturel ou d'accidentel. En France, nous disons souvent que rien n'est jamais acquis définitivement du côté des droits des femmes et de l'égalité. L'exemple de la Pologne, avec la remise en question du droit à l'avortement dicté par l'état sous influence de l'église catholique, le démontre.

Pourquoi en sommes nous toujours là et que faire ?

Bien sûr, nous avons des réponses, l'assignation des femmes aux rôles de reproductrices, de salariées sous payées et de bonnes à tout faire rend bien des services au système capitaliste en place et à sa reproduction.

Cette explication ne suffit pas, Engels, en son temps, disait : "La femme est le prolétaire de l'homme". Qu'attendons-nous pour nous organiser et nous faire entendre ? Le cours de l'histoire n'est pas immuable, nous pouvons et voulons le transformer, n'attendons pas qu'on le change à notre place.



ASSEMBLÉE DES FEMMES DU PGE...

Mes camarades, en 1891, les femmes de la commune de Paris créaient l'union des femmes pour la défense de Paris, cette association revendiquait déjà l'égalité des sexes en ces termes : "Toute inégalité et tout antagonisme entre les sexes constituent une des bases du pouvoir des classes gouvernantes". Elles disaient aussi, et c'est très actuel : "Nous voulons le travail pour en garder le produit, plus d'exploiteurs, plus de maîtres". Aujourd'hui, osons être aussi claires que les communardes de Paris.

Les violences faites aux femmes le sont dans leur chair, dans leur esprit, mais aussi tous les jours à la télé, à l'école, en politique, au travail, je veux parler des violences symboliques, qui ne donnent comme images identificatoires que des stéréotypes "de la féminité", la parole sérieuse et le pouvoir sont toujours du côté des hommes ou de quelques femmes adaptées au système en place.

L'histoire est toujours apprise au masculin, refusons cet état de faits, agissons ensemble pour exiger des changements partout où nous intervenons, dans nos syndicats, nos associations et nos partis politiques. Développons la solidarité et combattons les rivalités qui nous divisent et nous isolent.

Ne soyons plus dupes, nous sommes victimes c'est vrai, d'un système patriarcal qui s'est adapté, mais qui continue sa domination. Refusons la domination et l'idéalisation de femmes qui vont souvent de pair et nous anesthésie. En effet, nos revendications sont toujours critiquées et dénigrées au nom des "avantages" liés à la "différence" et à l'exaltation des femmes (pouvoir érotique, galanterie, privilèges de la maternité...), bien que cette "différence" soit clairement à l'origine de l'inégalité entre les sexes, c'est-à-dire l'injustice. Ce qui explique qu'il soit si difficile de combattre le sexisme d'une logique sociale qui articule si étroitement l'idéalisation des femmes à la domination des femmes.

Les violences sexistes sont des violences politiques, combattons-les par des propositions de lois, par des luttes organisées dans toute l'Europe, exigeons que les meilleures lois soient choisies pour être appliquées dans toute l'Union.

À l'image de la conscience de classe, qui n'est pas naturelle, mais vient avec et dans les luttes, de la même manière la conscience d'être une femme féministe vient de la conscience de la domination machiste et de la nécessité de la lutte pour l'émancipation.

C'est pour cela que nous devons avoir conscience d'avoir du "en commun" avec les petites filles chinoises tuées à la naissance parce qu'elles sont filles, avec les femmes travailleuses précaires du Cindad Juarez au Mexique, violées et assassinées, "disparues" même pas recherchées par les autorités, avec les femmes d'Afghanistan, d'Iran, répudiées, lapidées, avec les femmes polonaises à qui ont refusé le droit à l'avortement et dont le taux de suicide ne cesse d'augmenter, avec les Palestiniennes qui font face à l'occupation, aux violences militaires et à la montée des idéaux islamistes, avec les petites filles excisées, vendues par leur famille, mariées de force...

Refusons l'aliénation et la subordination, notre analyse s'appuie sur l'histoire de la lutte des femmes pour leurs droits et pour l'égalité, nous sommes les héritières d'une histoire riche de rebelles et d'insoumises.

Pour toutes ces raisons, revendiquons la liberté de penser et d'agir, vivons avec force et comme une nécessité la fin du règne de l'argent et de l'aliénation. Refusons l'autorité pour l'autorité, soyons critiques quant aux idées reçues, au sens commun et à la "raison du plus fort".

Colette Mô

23 novembre 2007



activité unitaire

exigeons une loi-cadre contre les violences faites aux femmes

Suite au rassemblement du 24 novembre, à l'appel de toutes les organisations qui composent le collectif *Droits des femmes*, Marie-George Buffet et le Groupe de la gauche démocrate et républicaine ont déposé le projet de loi-cadre sur le bureau de l'Assemblée nationale afin que cette loi soit examinée et débattue en son sein pour effectivement aller vers son vote.

Pour appuyer la démarche des députés, le collectif lance une pétition que nous vous invitons à faire circuler et à renvoyer à notre commission : 2 place du Colonel-Fabien Paris 19ème, ou au CNDF, 21ter rue Voltaire Paris 11ème

PETITION

pour un loi-cadre contre les violences faites aux femmes

France, 2008, une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son conjoint. Tout le monde se désole. Mais disposons-nous vraiment de toutes les mesures nécessaires pour combattre les violences faites aux femmes ? Toutes les violences faites aux femmes.

Pourquoi la loi ne prend-t-elle pas en compte la prévention des violences faites aux femmes et laisse chacun-e se débrouiller dans son coin ?

Pourquoi les violences psychologiques sont-elles reconnues au travail sous le nom de harcèlement moral et non pas dans le couple ?

Pourquoi la solidarité nationale ne se décline-t-elle pas financièrement auprès des victimes les plus démunies ?

Pourquoi une femme qui se sent menacée ne peut-elle bénéficier d'une protection urgente ?

Pourquoi sont-elles si peu à porter plainte (8 % des femmes de 20 à 59 ans victimes de viol, chiffres ENVEFF) ?

Il est temps que la France adopte un ensemble de mesures intégrées et globales pour combattre ce fléau social, comme l'ont fait l'Espagne et la Suède.

Le Collectif national pour les Droits des Femmes, soutenu par d'autres associations féministes, a rédigé une proposition de loi-cadre pour combattre ces violences, qui a été déposée sur le bureau de l'Assemblée par le Groupe de la gauche démocratique et républicaine.

Je signe pour que la discussion de cette proposition de loi soit inscrite à l'ordre du Jour de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Nom, prénom	Ville	Signature

MUNICIPALES ET CANTONALES

**vous trouverez ci-dessous le texte de la lettre
co-signée de Michel Laurent et Dominique Grador
afin d'interpeller les organisation du Parti
à propos de la parité**

La conclusion d'accords avec nos partenaires, la constitution des listes aux municipales et la désignation de nos candidats sont engagées.

Bientôt, dans chaque fédération, vous serez en mesure de faire un point précis de la situation, tant pour les municipales que pour les cantonales.

Nous souhaitons, dès que cela sera possible, être capables au plan national de dresser un bilan à partir du questionnaire ci-joint que nous te demandons de nous retourner complété dès que tu disposeras des informations demandées.

Avec nos remerciements anticipés, nous t'adressons, cher-e camarade, nos plus fraternelles salutations.

2008

Année des élections municipales paritaires
et cantonales, veiller à la parité

16 janvier

Laurence Cohen est auditionnée par l'Observatoire de la parité

*bonnes fêtes
de fin d'année
à toutes et tous*

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 11 74 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____